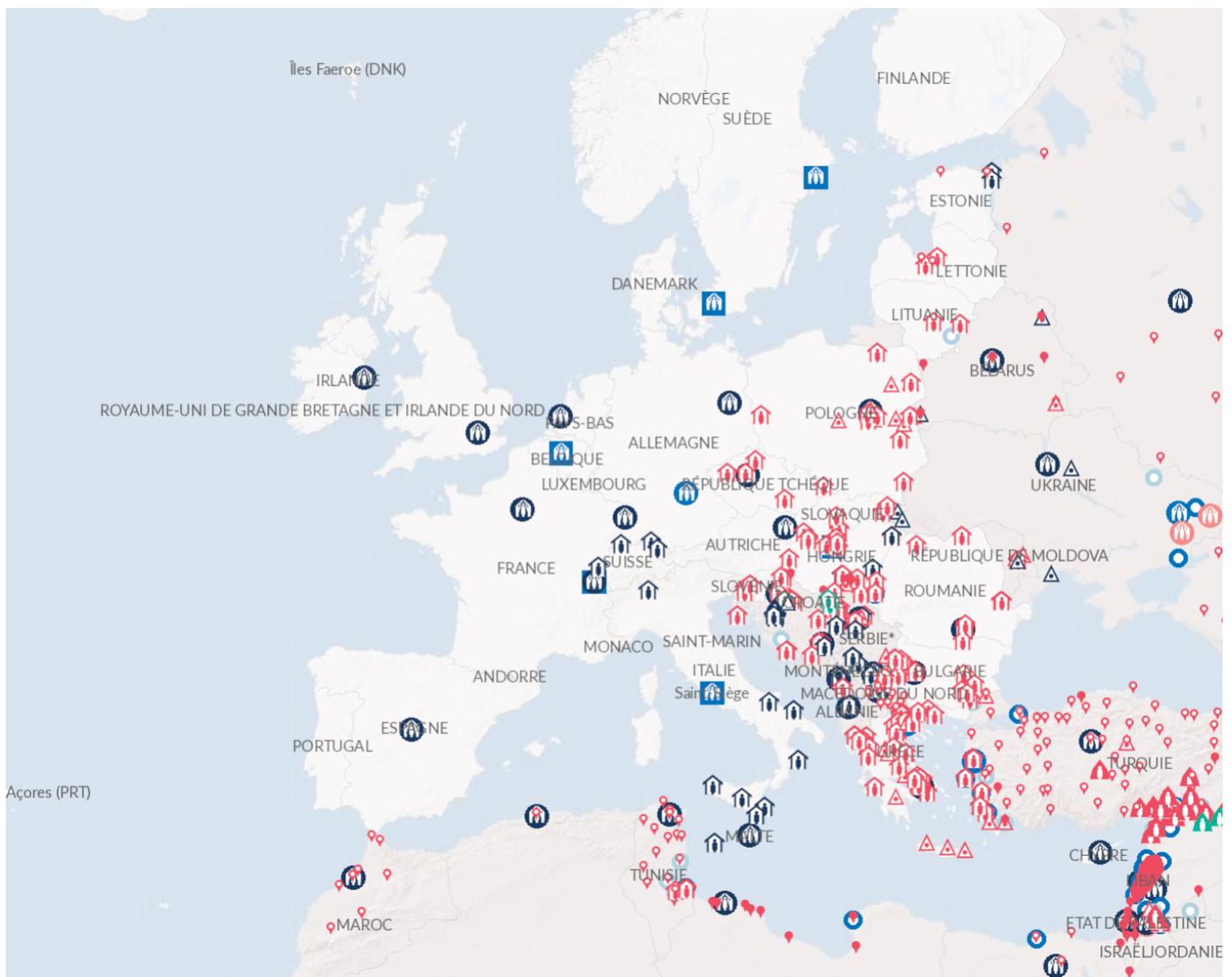


Rapport de fin d'année 2019

7/9/2020

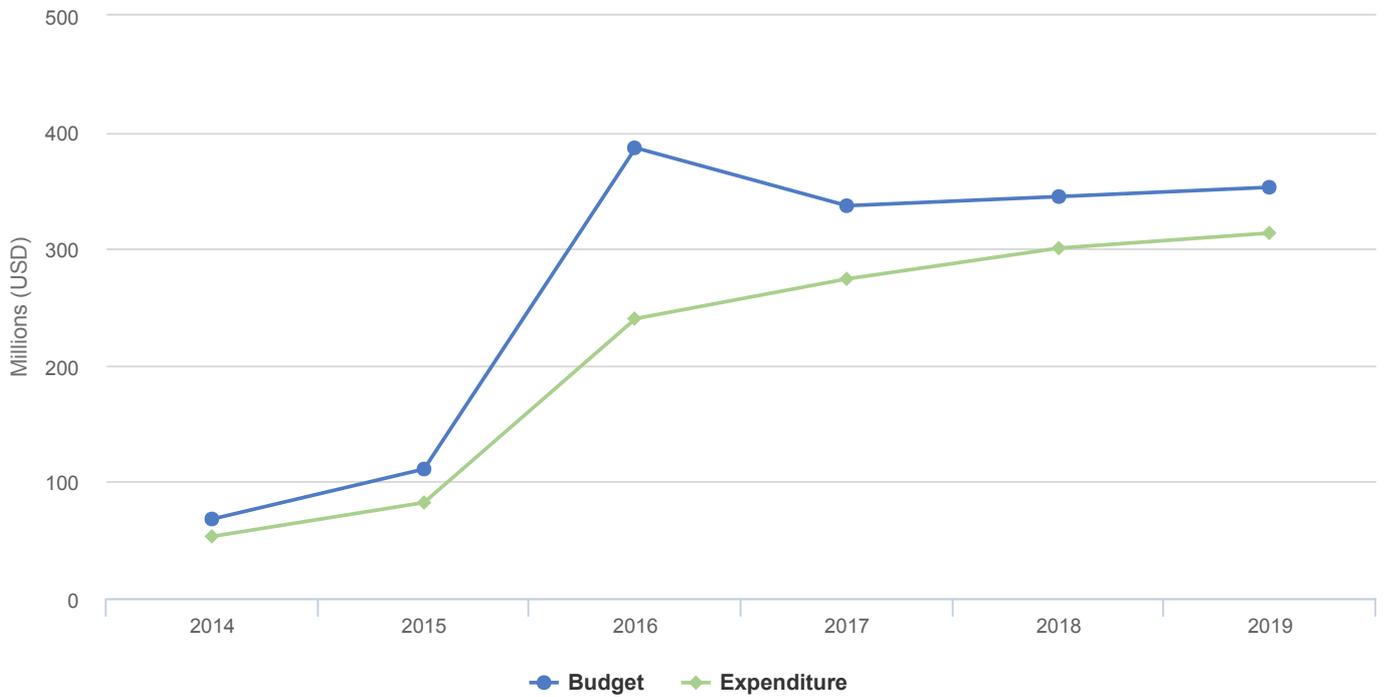
Subregion: Northern, Western, Central and Southern Europe

| Albanie | Allemagne | Andorre | Autriche | Belgique | Bulgarie | Croatie | Chypre | Danemark | Espagne |
 Estonie | Finlande | France | Grèce | Saint-Siège | Hongrie | Irlande | Islande | Italie | Lettonie | Liechtenstein |
 Lituanie | Luxembourg | Malte | Monaco | Norvège | Pays-Bas | Pologne | Portugal | République tchèque |
 Roumanie | Royaume-Uni | Saint-Marin | Slovaquie | Slovénie | Suède | Suisse |

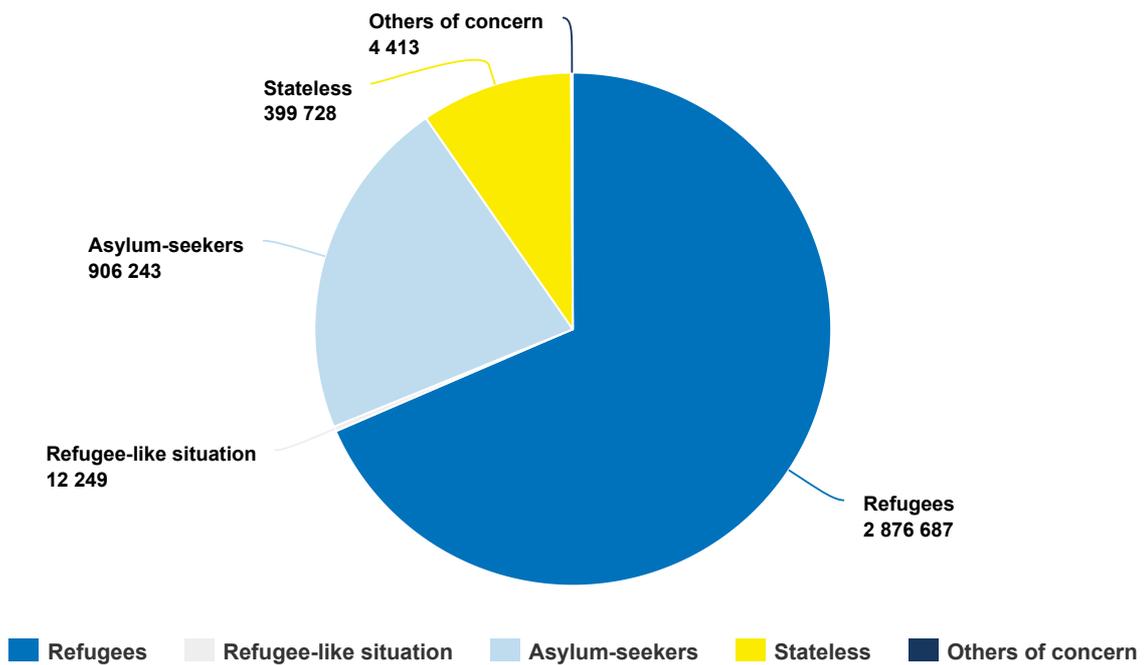


The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Budgets and Expenditure in Subregion Northern, Western, Central and Southern Europe



People of Concern - 2019



Réponse en 2019

Le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile arrivant en Europe par les routes de la Méditerranée a continué de diminuer en 2019, alors que les arrivées en Grèce par la mer Égée ont presque doublé et ont représenté environ 60% de toutes les nouvelles arrivées. Les enfants comptaient pour plus d'un tiers des nouveaux arrivants en Grèce, dont 3852 mineurs isolés. Si le nombre de décès dans la mer Méditerranée a diminué de plus de 30% par rapport à 2018, les 1300 victimes signalées, selon les estimations, révélaient un taux de mortalité plus élevé par rapport au nombre d'arrivées. Les opérations de recherche et sauvetage en Méditerranée ont connu une nouvelle baisse de leur capacité opérationnelle en 2019, tandis que des progrès très limités ont été réalisés pour assurer des mécanismes prévisibles de débarquement. La situation dans les îles de la mer Égée s'est détériorée en raison de la lenteur des transferts depuis les îles, qui a entraîné une surpopulation et suscité de graves problèmes de protection.

Le nombre de demandes d'asile reçues par les 32 pays européens de la sous-région en 2019 est resté relativement stable par rapport à 2018, même si certains pays – dont la Croatie, l'Espagne, Malte et la Slovaquie – ont connu une hausse importante. En **Europe du Nord**, le nombre de demandes d'asile a diminué de 3% en 2019. En **Europe de l'Ouest**, les demandes d'asile ont légèrement augmenté dans certains pays (Belgique et Irlande), tout en baissant dans d'autres (Autriche, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse). Les mesures de contrôle dans la Méditerranée, en Turquie et en Afrique du Nord sont demeurées les principaux facteurs expliquant la baisse continue du nombre de demandes d'asile. En **Europe du Sud**, tous les pays, sauf l'Italie, ont enregistré une hausse importante du nombre de demandes d'asile. Les obstacles physiques et juridiques ont continué de dissuader les mouvements secondaires à travers presque toute l'**Europe centrale**.

Le HCR a continué de collaborer avec les pays pour garantir l'accès à l'asile dans la région, renforcer les systèmes d'asile et améliorer les capacités d'accueil, tout en plaidant pour un environnement favorable à l'inclusion et à l'intégration ultérieure des réfugiés. Les investissements dans l'intégration socio-économique des réfugiés et des migrants ont montré une progression et un potentiel important. Des exemples de bonnes pratiques, en particulier à l'échelle municipale, ont été signalés dans plusieurs endroits en Europe. Les capacités et les normes d'accueil se sont stabilisées ou améliorées dans certaines régions d'Europe, mais sont restées insuffisantes dans d'autres, en particulier concernant la protection de l'enfance et l'identification des personnes ayant des besoins spécifiques et de celles exposées à un risque de violences sexuelles et de genre.

Opérations qui ne feront PAS l'objet de résumés opérationnels individuels

Europe de l'Ouest

En Europe de l'Ouest (Autriche, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse/Liechtenstein), le HCR a centré son action sur les priorités régionales suivantes : amélioration de l'accueil ; renforcement de la prévention et de la prise en charge des violences sexuelles et de genre ; protection de l'enfance ; amélioration de la qualité des procédures nationales d'asile ; développement des voies légales d'admission, notamment accès à la réunification familiale ; intégration ; éradication de l'apatridie. Une approche proactive, ciblée et intégrée des communications a été adoptée pour informer et influencer les discussions et la fourniture de rapports, et pour recueillir des informations utiles pour le plaidoyer notamment pour mobiliser des soutiens en faveur du Forum mondial sur les réfugiés.

La **France** a continué de soutenir les réfugiés à l'échelle mondiale et européenne. Les demandes d'asile ont augmenté de 7% par rapport à 2018, et on note notamment une forte augmentation (98%) des demandes d'asile déposées dans les territoires français d'outremer. Le HCR a aidé la France à respecter son engagement de réinstaller 10 000 réfugiés en 2018-2019.

Le HCR a fourni des recommandations techniques visant à renforcer le système d'asile en France, en particulier concernant l'identification et l'orientation des personnes vulnérables et l'amélioration des conditions d'accueil. Le HCR a encouragé l'intégration des réfugiés par l'accès à des cours de langue, ainsi que toute une série d'autres activités conformément au Pacte mondial sur les réfugiés et aux engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés.

Le nombre de demandeurs d'asile arrivant en **Allemagne** a continué de diminuer en 2019. Le HCR a collaboré avec les autorités pour garantir l'accès à des procédures d'asile efficaces et équitables.

L'Allemagne a admis plus de 10 200 réfugiés en 2018-2019 par le biais de la réinstallation, d'admissions humanitaires

ou de parrainages communautaires. Un certain nombre de difficultés dans le domaine de la réunification familiale ont été réglées en coopération avec le Ministère fédéral des Affaires étrangères dans le cadre de négociations bilatérales et de tables rondes d'experts coordonnées par le HCR.

Au **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** (Royaume-Uni), les demandes d'asile ont augmenté de 22% mais un certain nombre d'évolutions politiques, notamment la sortie prochaine du Royaume-Uni de l'Union européenne, ont conduit à réduire l'attention sur les questions de réfugiés et d'apatridie. Le HCR a concentré ses efforts de plaidoyer sur la réinstallation et la politique d'asile, en particulier une initiative qualité pour maintenir un processus de décision efficace et équitable. Des progrès ont été réalisés dans la mise en place d'alternatives à la détention, avec l'élaboration d'un projet pilote, ainsi que dans le domaine de la protection de l'enfance grâce à la mise en œuvre de trois projets financés par l'UE.

Europe centrale

Le sentiment xénophobe est demeuré répandu dans plusieurs régions de l'**Europe centrale et du Sud-Est** en 2019 malgré une légère augmentation du nombre de demandeurs d'asile par rapport à 2018. Les obstacles physiques et juridiques ont continué de dissuader les déplacements secondaires à travers l'Europe centrale, notamment en **Bulgarie, Croatie, Hongrie, Moldavie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie**. Les mesures strictes de contrôle aux frontières ont conduit à des cas d'exploitation et d'abus des demandeurs d'asile de la part des passeurs. Les signalements de refus d'accès au territoire et à l'asile ont été courants, en particulier aux frontières entre la Pologne et le Belarus, la Hongrie et la Serbie, ainsi qu'entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine.

En **Croatie**, le HCR a renforcé sa surveillance de la protection et son plaidoyer auprès des autorités afin d'enquêter sur les allégations de mauvais traitements subis par les personnes relevant de sa compétence aux frontières. En **Hongrie** et en **Pologne**, le HCR a continué de plaider pour l'accès au territoire et aux procédures. La **République tchèque, la Moldavie** et la **Slovaquie** sont restées globalement ouvertes aux personnes ayant besoin d'une protection internationale tandis que la **Roumanie** s'est davantage focalisée sur le contrôle et la sécurité à ses frontières extérieures.

Le HCR a poursuivi sa collaboration avec les autorités, les médias et la société civile pour défendre le droit de demander l'asile, d'accéder au territoire, à des procédures équitables, à des conditions d'accueil adaptées et à des mesures d'intégration (en particulier liées aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et à l'hébergement). Le HCR a contribué à la création d'un groupe de travail sur la détention en **Roumanie** afin de promouvoir des alternatives à la détention. Une surveillance régulière, des activités de renforcement des capacités et des formations ont été menées en **Bulgarie, Moldavie, Pologne et Roumanie** afin de réduire les risques liés à la détention de personnes relevant de la compétence du HCR, en particulier des personnes ayant des besoins spécifiques.

Malgré ce contexte difficile, le HCR a plaidé auprès des autorités nationales et locales, ainsi que de la société civile, pour l'élaboration de cadres nationaux d'intégration durables. Plusieurs États en **Europe centrale** ont fait des déclarations positives et pris une série d'engagements dans le cadre du Forum mondial sur les réfugiés, notamment concernant l'augmentation des financements et des places de réinstallation et l'amélioration d'un ensemble de services pour les demandeurs d'asile.

Europe du Sud

En 2019, près de 11 500 migrants et réfugiés originaires de 48 pays différents sont arrivés en **Italie** par la mer, soit une baisse de 50% par rapport à 2018. Les trois principales nationalités d'origine étaient la Tunisie, le Pakistan et la Côte d'Ivoire. Le HCR a renforcé ses activités et sa stratégie de protection en Italie, en mettant l'accent sur la protection communautaire. Compte tenu des perspectives d'intégration limitées pour les réfugiés, le HCR a encouragé l'insertion professionnelle, la formation professionnelle et l'éducation.

Chypre a connu une augmentation sans précédent du nombre de primo demandes d'asile, avec 12 800 demandes déposées – le nombre le plus élevé de demandes par habitant parmi les États membres de l'UE. La majorité des demandeurs provenaient de Syrie, de Géorgie, d'Inde, du Bangladesh et du Pakistan. L'augmentation des arrivées a provoqué la saturation des capacités d'accueil du pays, se traduisant par une forte hausse du nombre de personnes sans abris et de la pauvreté parmi les personnes relevant de la compétence du HCR. Ce dernier a renforcé ses interventions dans le domaine de l'information publique, du plaidoyer et du renforcement des capacités.

A **Malte**, le nombre d'arrivées par bateaux a augmenté de 136%, pour atteindre 3400, créant une pression sur le système national. Pour soutenir les autorités, le HCR a renforcé ses activités opérationnelles et transféré des ressources pour remédier aux lacunes de protection, en particulier concernant les conditions d'accueil, le soutien psychosocial et les besoins des mineurs isolés.

Le **Portugal** a maintenu un environnement accueillant pour les réfugiés en 2019, enregistrant près de 1800 arrivées de demandeurs d'asile (soit une augmentation de 26% par rapport à 2018). Près de 400 réfugiés ont été réinstallés et quelque 100 demandeurs d'asile et migrants ont été relocalisés dans le pays. La fourniture d'une assistance juridique aux demandeurs d'asile par un partenaire du HCR s'est poursuivie, ainsi que les services de langue, d'emploi et d'intégration.

75% des 118 300 demandes d'asile déposées en **Espagne** provenaient de ressortissants de pays d'Amérique latine dispensés de l'obligation de visas, suivis du Maroc et de la République arabe syrienne. Malgré des incertitudes politiques, le gouvernement espagnol a pris des engagements importants lors du Forum mondial sur les réfugiés visant à renforcer ses interventions dans le domaine de la protection et de l'intégration, ainsi que le partage des responsabilités. Le HCR a poursuivi son soutien au renforcement des procédures d'asile, tandis que la fourniture d'informations aux personnes arrivant par la mer a été consolidée et l'accompagnement des réfugiés renforcé. En raison de ressources limitées, les campagnes d'information du HCR n'ont pas pu atteindre tous les endroits en Espagne, notamment les îles Canaries.

Europe du Nord

Comme les conditions d'accueil se sont améliorées en 2019, le HCR a effectué des visites des centres d'accueil en fonction des besoins plutôt que systématiquement dans toute la région. Il a plaidé pour des procédures « rapides et équitables » et contribué à des évaluations de la qualité, à des activités de renforcement des capacités et à des interventions devant les juridictions pour améliorer la détermination du statut de réfugié dans tous les pays. Le HCR a poursuivi son plaidoyer et ses activités d'assistance technique pour veiller à la pérennité de l'environnement de protection dans la région. Les activités dans les pays nordiques ont ciblé spécifiquement les partenariats et l'inclusion dans le marché du travail.

Bien que leur nombre soit resté limité, une augmentation des demandes d'asile a été observée dans les États baltes, en particulier une augmentation de 50% en Lituanie. Le HCR a poursuivi sa collaboration avec la société civile, le secteur privé, les municipalités et d'autres nouveaux partenaires. Le HCR a plaidé pour une participation continue à la réinstallation, ainsi que pour la mise en œuvre de mesures d'intégration. L'étude relative aux politiques et aux pratiques concernant les mineurs isolés dans les États baltes a été révisée.

Au Danemark, le HCR a centré son action sur l'intégration et les solutions, y compris les voies d'admission complémentaires comme les parrainages communautaires. Le Danemark a pris des engagements importants lors du Forum mondial sur les réfugiés, en annonçant notamment la reprise de la réinstallation et l'augmentation des financements. Dans ce contexte également, il a porté un engagement des pays nordiques visant à assurer le respect des droits en matière de santé sexuelle et procréative ainsi que la protection contre les violences sexuelles et de genre, en donnant notamment la priorité aux droits des femmes et des filles dans les réponses aux situations de déplacement forcé.

Finlande

Dans l'objectif de toucher un public jeune et de recueillir leur soutien à la cause des réfugiés, les supports pédagogiques du HCR ont été traduits et diffusés en Finlande. La collaboration avec les autorités concernant des procédures adaptées aux enfants a été renforcée. Les discussions et l'intérêt pour les voies complémentaires et le parrainage communautaire se sont également intensifiés au cours de l'année. La Finlande s'est engagée à augmenter la réinstallation pour bénéficier à 850 réfugiés au minimum en 2020.

L'opération en **Islande** s'est concentrée sur l'amélioration des conditions d'accueil, ainsi que sur une implication plus forte dans la réinstallation et les voies complémentaires d'admission.

En **Norvège**, le HCR a également plaidé pour l'amélioration des conditions d'accueil des enfants, notamment par le

biais d'informations adaptées aux enfants et de services de santé mentale. Le HCR a coopéré avec des partenaires sur les bonnes pratiques et politiques en matière d'intégration et mené des consultations avec les réfugiés. Lors du Forum mondial sur les réfugiés, la Norvège s'est engagée à augmenter ses capacités de réinstallation et ses financements, et à s'attaquer au faible taux d'emploi des réfugiés, en particulier des femmes.

En **Suède**, le HCR a plaidé pour qu'une plus grande attention soit accordée à l'accueil initial des mineurs isolés et a recensé les acteurs s'occupant des questions de violences sexuelles et de genre pour servir de base à des actions futures de plaidoyer. La Suède est restée un pays de réinstallation essentiel en Europe, avec un quota stable de 5000 personnes par an, et a apporté un soutien constant à l'élaboration de la « Stratégie triennale en matière de réinstallation et de voies complémentaires ». Le HCR a poursuivi sa collaboration avec des employeurs pour promouvoir l'intégration des réfugiés.

2019 Voluntary Contributions to Northern, Western, Central and Southern Europe | USD

Earmarking / Donor	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	All pillars	Total
Northern, Western, Central and Southern Europe overall				
European Union	131,645	0	0	131,645
<i>Northern, Western, Central and Southern Europe overall subtotal</i>	131,645	0	0	131,645
Belgium Regional Office				
Austria	54,778	0	326,282	381,060
European Union	133,665	0	0	133,665
Ireland	185,463	0	0	185,463
Luxembourg	0	0	10,274	10,274
<i>Belgium Regional Office subtotal</i>	373,906	0	336,556	710,463
France				
France	821,050	0	0	821,050
Private donors in France	28,409	0	0	28,409
<i>France subtotal</i>	849,459	0	0	849,459
Germany				
Germany	68,318	0	595,955	664,273
<i>Germany subtotal</i>	68,318	0	595,955	664,273
Greece				
Education Cannot Wait	1,403,422	0	0	1,403,422
European Economic Area	2,739,448	0	0	2,739,448
European Union	245,291,608	0	0	245,291,608
Germany	21,400	0	0	21,400
Norway	30,495	0	0	30,495
Private donors in Austria	0	0	5,593	5,593
Private donors in France	112,233	0	0	112,233
Private donors in Sweden	125,000	0	0	125,000
Private donors in Switzerland	100,000	0	0	100,000
Private donors in the Netherlands	0	0	7	7

Earmarking / Donor	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	All pillars	Total
Private donors in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	58,824	0	0	58,824
Private donors in the United States of America	0	0	99,600	99,600
Republic of Korea	0	0	500,000	500,000
United States of America	0	0	1,200,000	1,200,000
<i>Greece subtotal</i>	249,882,429	0	1,805,199	251,687,629
Hungary Regional Office				
Czech Republic	0	0	38,100	38,100
Hungary	0	0	262,333	262,333
Poland	0	0	87,000	87,000
Romania	0	0	103,521	103,521
United States of America	32,100	0	500,000	532,100
<i>Hungary Regional Office subtotal</i>	32,100	0	990,954	1,023,054
Italy Regional Office				
Italy	8,298,748	0	98,172	8,396,920
Malta	51,195	0	0	51,195
Private donors in France	112,233	0	0	112,233
Private donors in Italy	90,495	0	5,688	96,184
Spain	111,111	0	366,038	477,149
United States of America	0	0	1,000,000	1,000,000
<i>Italy Regional Office subtotal</i>	8,663,782	0	1,469,898	10,133,680
Sweden Regional Office				
Russian Federation	0	200,000	0	200,000
<i>Sweden Regional Office subtotal</i>	0	200,000	0	200,000
United Kingdom				
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	387,585	0	0	387,585
<i>United Kingdom subtotal</i>	387,585	0	0	387,585
Total	260,389,223	200,000	5,198,563	265,787,786

Note: